

## Bruxelles met en garde Sarkozy mis en garde sur le déficit et la BCE

**BRUXELLES (AFP) - Les ministres des Finances de la zone euro, réunis à Bruxelles, et la Commission européenne ont lancé lundi un signal clair au nouveau président français Nicolas Sarkozy, lui demandant de respecter ses obligations sur l'indépendance de la BCE et la réduction du déficit public.**



Le siège de la Banque centrale européenne à Francfort (© AFP/Archives - John MacDougall)

Si M. Sarkozy s'est déclaré d'emblée partisan d'une relance politique de l'Europe, ses positions sur les questions économiques et financières apparaissent en effet moins orthodoxes.

Le candidat de la droite a fustigé pendant la campagne électorale la Banque centrale européenne, à laquelle il reprochait de ne pas se soucier de la croissance et de faire grimper l'euro à un trop haut niveau.

"Je ne pense pas que devons imposer des contraintes à l'action de la BCE, qui est une institution indépendante", a sèchement rappelé lundi le ministre allemand des Finances Peer Steinbrück, dont le pays préside actuellement l'UE, à son arrivée à Bruxelles.

M. Sarkozy a suggéré au cours de sa campagne une réforme des statuts de la BCE, dont l'indépendance est garantie par le traité de Maastricht. Cette revendication a toutefois été abandonnée, selon des déclarations récentes de l'entourage du nouveau président de la République, qui entrera en fonction le 16 mai.

Le président de la BCE Jean-Claude Trichet a d'ailleurs relevé "avec satisfaction" depuis Bâle (Suisse) que le nouveau président français n'avait pas appelé à une modification du traité de l'Union économique et monétaire.

Parallèlement, la Commission européenne a rappelé à Nicolas Sarkozy les impératifs du pacte de stabilité et de croissance européen, insistant sur la nécessité de "consolider" les finances publiques, c'est-à-dire de réduire la dette et le déficit publics français, toujours importants.

Le ministre français des Finances Thierry Breton a répondu lundi soir que Nicolas Sarkozy s'y appliquera pendant son mandat.

"M. Sarkozy a clairement indiqué que la réduction du déficit et la maîtrise de la dette feraient partie de son programme", a déclaré M. Breton à sa sortie de l'eurogroupe.

"La situation économique est nettement plus favorable aujourd'hui qu'il y a deux ans". "Pour le programme de stabilité présenté par la France, ceci permet évidemment d'aborder cette période dans de bonnes conditions", a-t-il expliqué.

M. Almunia avait évoqué plus tôt le "défi" pour la France de remettre ses comptes en ordre.

"Poursuivre la remise en ordre des finances publiques, réduire la dette, c'est un défi pour la France, qui doit démontrer que tel sera l'objectif des nouvelles autorités comme cela fut le cas pour le précédent gouvernement", avait-il déclaré.

Dans son programme de stabilité à moyen terme, la France s'est engagée à revenir à une situation d'équilibre budgétaire d'ici 2010 au plus tard, mais M. Sarkozy a laissé entendre pendant sa campagne qu'il n'en faisait pas une priorité, paraissant renvoyer le retour à l'équilibre des comptes publics à la fin de la nouvelle législature.

En 2007, le déficit des comptes publics de la France atteindra encore 2,4% du PIB (soit à peine 0,1% de moins que l'an dernier) et ne descendra qu'à 1,9% en 2008, selon les prévisions économiques de la Commission publiées lundi matin.

Une correction bien moins importante que celle réalisée par l'Allemagne dans le même temps, alors qu'elle partait de plus loin (avec un déficit public de 0,3% prévu en 2008, contre 3,2% en 2005).